

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ET LE JAPON: LE BERCEAU DE LA 3^e GUERRE MONDIALE?

Lieutenant-Colonel Marc Laroche

JCSP 40

Exercise Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2014.

PCEMI 40

Exercice Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2014.

CANADIAN FORCES COLLEGE / COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
JCSP 40 / PCEMI 40

SOLO FLIGHT

**LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ET LE JAPON: LE BERCEAU DE LA 3^e GUERRE
MONDIALE?**

Par LCol Marc Laroche

12 mai 2014

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

Word Count: 6318

Compte de mots : 6318

« L'art suprême de la guerre consiste à dompter son ennemi sans même se battre. »

Sun Tzu, *L'Art de la Guerre*

INTRODUCTION

L'année 2014 commémore le centenaire d'un conflit qui marqua l'humanité de façon profonde. La Première Guerre mondiale, communément appelée la Grande Guerre, fût un des évènements marquant du XXe siècle de par son intensité, du nombre de victimes et des profonds changements géopolitiques qu'elle a entraînée. Pourquoi discuter du premier grand conflit mondial dans un exposé qui désire aborder les tensions qui existent présentement entre deux puissances en Asie, soit la République Populaire de Chine (RPC) et le Japon?

Ces derniers temps, beaucoup sont ceux qui ont dressé un parallèle entre la situation actuelle en Asie de l'Est et celle qui prévalait en Europe avant le début des hostilités en 1914. Lors d'une entrevue accordée au *Financial Time* en janvier 2014, même le premier ministre du Japon, Shinzo Abe, a avancé que la tension qui existe dans les relations sino-japonaises pouvait être comparée à la situation qui existait entre l'Allemagne et la Grande Bretagne durant la période précédant la Grande Guerre. Au cours de l'interview, Abe a affirmé que « [...] le parallèle réside dans le fait que l'Allemagne et la Grande-Bretagne, tout comme le Japon et la RPC aujourd'hui, entretenaient de solides relations commerciales; mais en 1914, ces relations n'ont pu prévenir les tensions stratégiques d'aboutir en conflit » [traduction libre]. Il a ajouté que la croissance militaire de la RPC, à un rythme annuel de 10%, avait un effet de déstabilisation

sur la région¹. Entre 1908 et 1913, le budget de la défense des puissances européennes a augmenté de près de 50%, suivant l'expansion de la marine allemande, celle-ci voulant rivaliser avec la *Royal Navy* de la Grande-Bretagne. Ce parallèle est frappant et relance les discussions. Il alimente aussi les sentiments nationalistes des deux pays. Est-ce que cette tension engendra, tout comme en 1914, un conflit majeur?

Cet exposé démontrera que malgré les tensions continues entre ces deux États et le nationalisme grandissant de leur population respective, il n'existe qu'une très mince possibilité que la situation dégénère en conflit armé. Tel que discuté par Charles Philippe David dans son ouvrage sur les conflits post-modernes, la guerre entre grandes puissances serait chose du passé, dû à l'effet combiné de l'économie, de la technologie, de la démocratie et des institutions². Suivant les grandes lignes proposées par David, trois volets seront discutés et analysés. Cette analyse déterminera le potentiel de dissuasion de chacun des volets vis-à-vis une décision des autorités gouvernementales de choisir la voie militaire pour arriver à satisfaire ce qui est perçu comme les intérêts de la nation. Le premier volet touchera un concept dégagé par le modèle libéral des relations internationales, soit l'interdépendance économique entre les deux nations. Par la suite, l'exposé se poursuivra sur un ton plus réaliste, soit la dissuasion par la force, en mettant l'accent principalement sur l'effet que la menace de l'arme nucléaire a sur les belligérants en cause. Le Japon n'étant pas une puissance possédant l'arme nucléaire, ce mode de dissuasion sera discuté dans l'optique du traité de coopération mutuelle et de sécurité entre le

¹ Financial Times, « Financial Times interview with Abe in January 2012 », consulté le 30 avril 2014, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/7beb15e4-84f8-11e3-8968-00144feab7de.html#axzz30IVAKXJK>.

² Charles-Philippe David, « Des conflits postmodernes aux guerres pré-modernes », *La guerre et la paix : Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, 3e éd. Paris: Presses de Sciences Politiques, 2013, p. 141.

Japon et les États-Unis (ÉU). Pour terminer, les effets négatifs sur la légitimité des gouvernements respectifs d'une décision d'utiliser les armes pour régler le conflit seront exposés. Pour permettre une meilleure compréhension de la situation complexe qui existe entre les deux nations d'Asie de l'Est, l'exposé débutera avec un rapide survol du contexte de la relation sino-japonaise et des enjeux apparents de la situation.

CONTEXTE HISTORIQUE ET PRÉSENT

Le Japon et la RPC diffèrent grandement quant à leur culture, histoire, géographie, politique, démographie et développement économique. Ce que représente aujourd'hui la RPC a, durant la majeure partie de leur histoire, dominé le Japon³. Cette supériorité a migré vers le peuple nippon après la victoire du Japon sur la Chine en 1895 durant la première guerre sino-japonaise⁴. Malgré une défaite au cours de la Seconde Guerre mondiale, le Japon a maintenu un certain avantage durant la période de la Guerre Froide. En effet, suivant le traité de paix de San Francisco entre les États-Unis et le Japon, et la doctrine Yoshida qui en découle, le Japon pu renaître de ses cendres au niveau économique. Cependant, le pays négligea de prendre une importance politique au niveau international. Suivant la fin de la Guerre Froide, les deux puissances asiatiques ont commencé à interagir d'égal à égal, et ceci pour la première fois de leur histoire⁵. Les deux États se retrouvent en terrain nouveau quant à leurs interactions; celles-ci sont

³ Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 366.

⁴ La première guerre sino-japonaise s'est tenue d'août 1894 à avril 1895. Celle-ci opposa la Chine de la dynastie Qing à l'empire du Japon ; ce conflit avait à l'origine le contrôle de la Corée. Après plus de six mois de succès continus des forces navales et terrestres japonaises, la Chine demanda l'ouverture de négociations de paix en janvier 1895.

⁵ Institute for National Strategic Studies. Sino-Japanese Rivalry: Implications for US Policy. Special Report, avril 2007, p.1.

d'ailleurs compliquées par le fait que chaque État subit une crise identitaire. En effet, le Japon vit des difficultés économiques et une décroissance de sa démographie. On constate aussi la montée en force de la RPC, celle-ci devenant une menace militaire et économique pour l'État nippon⁶. De son côté, la RPC prend son envol au début des années 1990 avec une croissance économique fulgurante. Pékin déploie de grands efforts diplomatiques pour présenter cette expansion, tant au niveau économique que militaire, de façon positive et non menaçante, spécialement pour ses voisins d'Asie du Sud-Est. La RPC courtise les pays de l'ASEAN⁷. Cette approche est communément appelée la *campagne du sourire*⁸. Cependant, plusieurs spécialistes sur les questions asiatiques, dont Michael Ayuda, avancent que la RPC désire plutôt rétablir la prestance internationale qu'elle avait acquise à l'époque des dynasties⁹.

Aujourd'hui, les deux pays se considèrent comme compétiteurs au niveau de l'influence en Asie¹⁰. Cette relation est difficile à gérer, d'autant plus que celle-ci, de prime abord bilatérale, inclut un autre partenaire incontournable. Le système régional en Asie de l'Est inclut une puissance extra régionale région qui exerce une influence majeure sur la sécurité et les échanges

⁶ David C. Kang, *China Rising. Peace, Power, and Order in East Asia* (New York : Columbia University Press, 2007), p.161.

⁷ ASEAN est l'acronyme anglais désignant *the Association of South East Asian Nations*, soit l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. L'acronyme anglais est utilisé dans le texte parceque beaucoup plus reconnu dans la littérature.

⁸ Richard A. Bitzinger et Barry Desker, « Southeast Asia and Its Evolving Security Architecture », extrait de *Rewiring Regional Security in a Fragmented World* (Washington : United States Institute of Peace Press, 2011), p. 409.

⁹ Michael Yahuda, « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 172.

¹⁰ David Lampton, *The Three Faces of Chinese power: Might, Money and Minds* (Los Angeles : University of California Press, 2008), p.198.

économiques, spécialement sur les rapports sino-japonais¹¹. En effet, les ÉU jouent un rôle prépondérant dans la région, plus particulièrement lorsque l'on considère les alliances de défense qui sont entretenus avec le Japon et la Corée du Sud. De plus, la nation américaine entretient des relations économiques avec la plupart des pays de l'ASEAN, mais principalement avec la RPC, considérée comme le plus important partenaire des ÉU dans les échanges bilatéraux¹².

La dernière décennie a vu une détérioration dans les échanges sino-japonais. Cette détérioration est alimentée par plusieurs facteurs. Tout d'abord, la publication de livres scolaires au Japon niant le passé brutal des armées impériales nipponnes a soulevé l'indignation en RPC. De plus, les visites répétées de politiciens japonais au sanctuaire Yasukuni ont aussi soulevé des tollés dans la capitale chinoise. Ce sanctuaire vénère les âmes de plus de deux millions de soldats japonais tués lors de conflits militaires, incluant plus d'un millier de combattants reconnus coupable de crimes de guerre, alors que certains crimes ont été commis durant l'occupation japonaise de la Chine.

Plus récemment, la mise en place par la RPC d'une zone aérienne d'identification (ADIZ)¹³ au-dessus de la mer de Chine (chevauchant la zone du Japon) a généré un mouvement de défiance des pays de la région et des ÉU¹⁴. La situation qui a fait couler le plus d'encre est définitivement le litige territorial concernant cinq îles totalisant une superficie de tout au plus 7

¹¹ Kentaro Sakuwa, « A Not so Dangerous Dyad: China's Rise and Sino-Japanese Rivalry », *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 9, no. 3 (septembre 2009), p. 499.

¹² Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 366.

¹³ ADIZ désigne le terme anglais *Air Defense Identification Zone*.

¹⁴ James J. Przystup, « Japna-China Relations: Can We Talk? », *Comparative Connections* (janvier 2014), p. 104.

kilomètres carrés situées en mer de Chine, au nord de Taiwan¹⁵. Ces îles, nommées Senkaku par les Japonais et Diaoyou par les Chinois, sont à l'origine des tensions sino-japonaises.

Contrairement à ce que la majorité des médias rapportent, la source du conflit sur les îles n'est pas reliée aux possibles richesses en minéraux et hydrocarbures que le territoire entourant ces îles pourrait contenir. Michaud¹⁶, Kang¹⁷, Manicom¹⁸ et Yahuda¹⁹ avancent plutôt qu'un intérêt pour les lignes de communications stratégiques dans la mer de Chine explique la confrontation. Ceci est particulièrement vrai du côté de la Chine qui voyait en 2012 plus de 80% de sa demande en pétrole brut passer par le détroit de Malacca, à l'extrême sud de la mer de Chine. De plus, un nationalisme montant au sein des deux puissances asiatiques, basé sur une haine partagée, fait en sorte que les gouvernements respectifs ont fait des îles Senkaku/Diaoyou un item important à l'agenda politique²⁰.

Les précédents paragraphes ont placé le contexte dans lequel le conflit se développe depuis plusieurs années. Un équilibre régional est requis pour maintenir une certaine stabilité, l'Asie de l'Est bénéficiant du développement des deux pays, et ceux-ci bénéficiant de leur

¹⁵ James Manicom, *China, Japan, and Maritime Order in the East China Sea: Bridging Troubled Waters* (Washington, DC : Georgetown University Press, 2014), p.1.

¹⁶ Eric J.J.G. Michaud, « Sino-Japanese Rivalry: Should east asia Intervene? » (travail rédigé dans le cadre du Programme de Commandement et d'Etat-major Interarmées, Collège des Forces canadiennes, 2013), p. 28.

¹⁷ David C. Kang, *China Rising. Peace, Power, and Order in East Asia* (New York : Columbia University Press, 2007), p.170.

¹⁸ James Manicom et Andrew O'Neil, « Sino-Japanese strategic relations: will rivalry lead to confrontation? », *Australian Journal Of International Affairs* vol. 63, no. 2 (juin 2009), p. 220.

¹⁹ Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 372.

²⁰ Michael Yahuda, « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 163.

développement respectif. Quels aspects de cette interdépendance favorisent le maintien d'une certaine paix et stabilité?

« *L'effet naturel du commerce est de porter à la paix* »

Charles de Montesquieu, *De l'esprit des lois* (1748)

INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Les théories d'interdépendance affirment qu'un accroissement des échanges et des liens économiques plus étroits réduisent les possibilités de conflit et accroît le niveau de sécurité²¹. Cette approche des relations internationales, basée sur un modèle libéral prenant en partie ses sources de Montesquieu, avance que les échanges entraînent une spécialisation et une complémentarité entre économies. Tel que l'expliquent Nicolas Lemay-Hébert et Pierre-Alain Clément, « la théorie de la paix par le commerce se fonde sur l'argument que les agents économiques recherchent leur prospérité, ce qui implique un accroissement des échanges que les conflits ne peuvent que perturber »²². Le modèle libéral implique aussi que les échanges entre États vont entraîner la création d'acteurs au niveau domestique; ceux-ci auront intérêt à

²¹ Leszek Buszynski, « Sino-Japanese Relations: Interdependence, Rivalry and Regional Security », *Contemporary Southeast Asia: A Journal Of International & Strategic Affairs* 31, no. 1 (avril 2009), p. 144.

²² Pierre-Alain Clément et Nicolas Lemay-Hébert, « Ordre et Paix en Théorie des Relations Internationales: l'Apport du Libéralisme », extrait de *Les Études Stratégiques au XXI^e siècle*, sous la direction de Éric Ouellet, Pierre Pahlavi et Miloud Chennoufi (Outremont : Athéna, 2013), p.54.

maintenir ces échanges et feront campagne pour préserver la paix en temps de crise²³. En suivant cette approche, il est donc clair que l'absence de conflit entre États favorise leur économie et leur croissance. De plus, tel que le rapporte Sakuwa, une économie solide supporte l'effort militaire²⁴. Le président Obama, lors d'un discours prononcé à West Point en 2009, souligne bien ce fait : « La prospérité nous fournit la fondation de notre pouvoir. Elle paie notre appareil militaire. »²⁵ [traduction libre]. Mais est-ce que les relations économiques sino-japonaises sont assez interdépendantes pour prévenir un conflit?

Partenaire commercial

L'interdépendance entre le Japon et la RPC, au niveau des échanges de biens, s'est développée assez rapidement depuis la fin de la Guerre Froide. Un jalon important a été franchi en 2004 lorsque la PRC, incluant Hong Kong, est devenue le plus important partenaire commercial de l'État nippon²⁶. En 1996, les échanges entre le Japon et la RPC se chiffraient à 62 milliards²⁷; pour la même année, les échanges nippon-américains totalisaient 193 milliards. En 2007, la valeur des échanges sino-japonais avait presque quadruplé, se chiffrant à 237 milliards. Du côté américains, celles-ci avaient augmenté de seulement 15 milliards, pour se chiffrer à 208 milliards. Cette tendance s'est maintenue, avec les échanges entre les deux géants asiatiques

²³ Conférence à l'université de Virginie, 28 février 2014. «Strategic Rivalry & Economic Interdependence: China, India, and the United States in a New Global Order», consulté le 20 avril 2014, <http://www.youtube.com/watch?v=T5b7NVFrYyQ>.

²⁴ Kentaro Sakuwa, « A Not so Dangerous Dyad: China's Rise and Sino-Japanese Rivalry », *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 9, no. 3 (septembre 2009), p. 504 et 514.

²⁵ Canadian Broadcasting Corporation, « Transcript of Obama speech on Afganistan », consulté le 1 mai 2014, <http://www.CBC.ca/news/transcript-of-obama-speech-on-afganistan>.

²⁶ Leszek Buszynski, «Sino-Japanese Relations: Interdependence, Rivalry and Regional Security », *Contemporary Southeast Asia: A Journal Of International & Strategic Affairs* 31, no. 1 (avril 2009), p. 153.

²⁷ A moins d'indication contraire, toutes les données d'ordre monétaires sont fournies en dollars américains.

totalisant 312 milliards en 2013, alors que les Américains se maintenaient à 203 milliards pour les échanges économiques avec le Japon²⁸. Le rapport entre le total des échanges japonais et ceux avec la RPC était de 17% en 2007; celui-ci a passé la barre des 20% en 2013. Ces statistiques présentent bien l'importance du marché chinois pour le Japon. Mais qu'en est-il pour la Chine?

Investissements

Parallèlement, les investissements japonais en RPC ont suivi une courbe similaire. L'aide apportée par le Japon à la PRC débuta en 1979. Entre 1979 et 2000, le Japon versa plus de 5400 milliards de yens (approximativement 53 milliards de dollars américains) destiné à l'aide au développement²⁹. La RPC nécessite des investissements dans les différents secteurs de son économie pour stimuler sa croissance. D'ailleurs, depuis son ouverture à la mondialisation il y a plus de 30 ans, différents États et multinationales ont bénéficié du développement du secteur de production de la Chine pour y faire des investissements de plus de 600 milliards³⁰. Tel que le souligne Alvstam, professeur en économie, au fur et à mesure que l'économie chinoise s'est développée, les investissements directs étrangers (IDE)³¹ japonais ont augmentés, spécialement

²⁸ Japan External Trade Organization. Accédé pour la dernière fois le 3 mai 2014, <https://www.jetro.go.jp/en/reports/statistics/>.

²⁹ Michael Yahuda, « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 166.

³⁰ David C. Kang, *China Rising. Peace, Power, and Order in East Asia* (New York : Columbia University Press, 2007), p.160.

³¹ Les investissements directs étrangers sont la traduction française de *Foreign Direct Investments* ou *FDI*

dans l'industrie manufacturière exigeante en main d'œuvre³². Selon des données fournies par le gouvernement chinois, le total des IDE japonais atteignaient 579 millions en 1991; ce total passa à plus de 3,2 milliards en 1998. À la fin du millénaire, il y avait plus de 20 000 projets d'investissement japonais en RPC³³. Durant cette même période, l'industrie chinoise est devenue le plus important manufacturier pour la production japonaise³⁴. Cette tendance s'est maintenue avec une augmentation de la part totale des investissements du Japon en RPC, celui-ci passant de 2% en 1999 à 14% en 2005³⁵. Le dernier rapport publié par UNTAD en 2012 souligne que les IDE japonais vers sont voisins de l'ouest dépassaient les six milliards en 2011, ce qui représentait 9% du total reçu par la RPC³⁶. Ces données sont démonstratives, car les IDE sont souvent considérés comme un des critères importants pour évaluer le degré d'interdépendance économique entre deux nations³⁷. De plus, comme le souligne Dr Alvsta, les IDE jouent un rôle majeur dans le développement de l'économie chinoise³⁸.

Le bureau d'analyse économique, une division du département du commerce américain, décrit une récession comme un ralentissement significatif de l'activité économique d'un pays.

³² Claes Alvstam, Patrick Strom et Naoyuki Yoshino, « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », *Asia Pacific Viewpoint* Vol 50, no 2 (août 2009), p.198.

³³ Michael Yahuda, « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 164.

³⁴ Claes Alvstam, Patrick Strom et Naoyuki Yoshino, « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », *Asia Pacific Viewpoint* Vol 50, no 2 (août 2009), p.202.

³⁵ Claes Alvstam, Patrick Strom et Naoyuki Yoshino, « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », *Asia Pacific Viewpoint* Vol 50, no 2 (août 2009), p.204.

³⁶ United Nations conference on Trade and development (UNTAD). « World Investment report 2013 » (Switzerland : UN Press, 2013), p.22.

³⁷ Michael Yahuda, « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 164.

³⁸ Claes Alvstam, Patrick Strom et Naoyuki Yoshino, « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », *Asia Pacific Viewpoint* Vol 50, no 2 (août 2009), p.201.

Malgré qu'il n'y ait pas de formule exacte pour définir ce ralentissement, le produit intérieur brut (PIB) est une mesure généralement utilisée pour mesurer l'activité économique nationale; suivant deux trimestres de PIB négatif, un état est généralement considéré en récession. Il est évident qu'un début d'hostilité entre les deux géants asiatiques aurait des conséquences sur leur économie, le Japon perdant son client principal et la PRC perdant 9% de son financement de production. Les théoriciens de dissuasion nucléaire utilisent l'acronyme MAD³⁹ pour définir l'état de destruction mutuelle assurée auquel deux antagonistes feraient face en cas de conflit nucléaire. Dans le cas de deux nations étroitement liées économiquement, nous pourrions parler de MAR⁴⁰, ou de récession mutuelle assurée.

Les économies sino-japonaises ont d'ailleurs eu un avant-goût de ce qu'entraînerait un conflit majeur. À la suite de la nationalisation des îles Senkakou/Diaoyou par le gouvernement japonais en septembre 2011, une vague de protestation a déferlé sur la nation chinoise. Bien qu'aucune mesure ou sanction officielle n'ait été prise par le gouvernement de Pékin, un boycott des produits japonais par le peuple chinois a eu des effets tout de même importants. Le ministre du commerce chinois avait d'ailleurs prédit les répercussions négatives sur les relations économiques des deux nations⁴¹. En effet, l'année 2012 a vu l'ensemble des échanges économiques diminués de près de 4%⁴². Le secteur manufacturier automobile japonais fût le plus

³⁹ MAD est l'acronyme anglais pour *Mutual Assured Destruction* et explique que dans le cas d'un conflit nucléaire entre deux antagonistes avec une capacité de deuxième frappe, leur destruction mutuelle est assurée.

⁴⁰ MAR est l'acronyme anglais pour *Mutual Assured Recession* ou une récession économique assurée pour les deux nations.

⁴¹ Xinhua News. « Purchase of Diaoyu Islands could cost Japan », consulté le 1 mai 2014, http://news.xinhuanet.com/english/indepth/2012-09/13/c_131849093.htm.

⁴² Japan Times, 11 janvier 2013. « Trade with China falls first time in three years », consulté le 1 mai 2014, <http://www.japantimes.co.jp/news/2013/01/11/business/trade-with-china-falls-first-time-in-threeyears/#.UZYPyq7Ppak>.

urement touché avec des baisses de production de 61% chez Toyota, 44% chez Nissan et 84% pour Mitsubishi⁴³.

Les sanctions non-officielles, suite à l'achat des îles, eurent donc un effet significatif sur l'économie japonaise. Ces chiffres permettent d'exposer l'étendue de l'interdépendance; nous pourrions presque discuter d'une dépendance du Japon à l'égard des échanges économiques avec la PRC⁴⁴.

Complémentarité des économies

Il est important de souligner une autre facette de l'interdépendance entre les deux pays, soit la complémentarité de leur économie et de leur système de production. En début de section, le développement de spécialisation a été mentionné comme produit des échanges économiques. La spécialisation force donc une coopération bilatérale durant la production, mais aussi multilatérale. La production est inter reliée, certaines composantes du produit final étant construites dans un état, et d'autres ailleurs. Aujourd'hui, la RPC est intégrée dans la chaîne de production japonaise qui existe dans tout l'Est asiatique⁴⁵. La technologie est un autre aspect important où la PRC bénéficie de ses relations économiques avec le Japon. Le Japon manufacture et exporte de la machinerie de haute technologie pour l'industrie chinoise. De plus, l'interdépendance s'est répandue des secteurs purement économiques, aux secteurs de l'énergie

⁴³ NHK, Japan's public broadcaster . « Japan car production in China down 49 per cent in October», consulté le 2 mai 2014, http://www3.nhk.or.jp/daily/english/20121129_33.html.

⁴⁴ Reinhard Drifte, «The Senkaku/Diaoyu islands territorial disputes between Japan and China: Between the materialization of the China Threat and Japan reversing the outcome of World War II ?», *UNISCI Discussion Papers* no 32 (mai 2013), p. 47.

⁴⁵ Claes Alvstam, Patrick Strom et Naoyuki Yoshino, « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », *Asia Pacific Viewpoint* Vol 50, no 2 (août 2009), p.206.

et de l'environnement. En effet, le Japon partage son savoir au niveau de l'utilisation et de la conservation énergétique. La demande chinoise en énergie étant toujours grandissante, la PRC profite grandement de cet échange⁴⁶. Finalement, cet échange de technologie aide aussi à la résolution des problèmes environnementaux auxquels fait face la RPC⁴⁷. La politicologue Sterling-Folker souligne un autre aspect important lorsqu'elle mentionne que l'adhésion à des organismes internationaux aide à promouvoir la coopération⁴⁸. L'adhésion de la RPC et du Japon au regroupement régional ASEAN +3 en 1997 est un pas vers la coopération. L'intégration de la RPC à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001 signifie aussi une intégration plus profonde de la république chinoise à l'économie mondiale, forçant une interdépendance régionale et globale.

Cette interdépendance économique fait peur aux partisans d'une approche plus réaliste. Selon eux, les liens économiques étroits ne peuvent que créer des frictions qui aboutiront éventuellement à un conflit⁴⁹. D'ailleurs, tel que le souligne le Dr Alvstam, les investisseurs japonais commencent à être plus prudents dans leurs investissements et se tournent vers d'autres économies pour diriger leur IED⁵⁰. Une diversification des IED au niveau asiatique diminue l'interdépendance du Japon à l'égard RPC et permet de potentiellement réduire la puissance de

⁴⁶ James Manicom et Andrew O'Neil, « Sino-Japanese strategic relations: will rivalry lead to confrontation? » *Australian Journal Of International Affairs* vol. 63, no. 2 (juin 2009), p. 220. et 30-374

⁴⁷ Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 376.

⁴⁸ Jennifer A. Sterling-Folker, « Liberalism », *Making Sense of International Relations Theory*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2006, p. 58.

⁴⁹ Huiyun Feng, « China's Strategic Culture and Foreign Policy », extrait de *The Ashgate Research Companion to Chinese Foreign Policy*, sous la direction de Emilian Kavalski, Burlington : Ashgate Publishing Company, 2012, p. 47-72.

⁵⁰ Claes Alvstam, Patrick Strom et Naoyuki Yoshino, « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », *Asia Pacific Viewpoint* Vol 50, no 2 (août 2009), p.209.

l'économie chinoise. En 2012, le Japon a investi 13,4 milliards en RPC, ce qui représente plus de 40% de son investissement en Asie; en 2013, ce montant s'élevait à 9 milliards, représentant un maigre 22,2%. De plus, comme le remarque Manicom, même si les économies des deux géants sont complémentaires, il y a un danger que cette relation s'érode avec le temps et qu'elle fasse place à un conflit relatif aux matières premières ou aux ressources énergétiques⁵¹. De plus, plusieurs experts sur la région soulignent que la montée du nationalisme chinois et les dilemmes de sécurité auxquels le gouvernement de Pékin fait face pourraient éclipser l'effet de dissuasion de l'interdépendance économique⁵². Sur une note théorique, David rappelle qu'« Il n'est pas évident que la prospérité et le développement économique puissent seuls juguler la propension à la guerre entre les États»⁵³. Les considérations d'interdépendance négligent l'histoire violente des États démocratiques, puisque les facteurs économiques sont surévalués au détriment des facteurs culturels et psychologiques⁵⁴. Un exemple concret, comme les réflexions du politicien britannique Norman Angell, peut aussi faire douter de la validité de l'argument d'interdépendance. En 1910, Angell écrivait que le fait que les économies des puissances européennes étaient tellement liées et interdépendantes rendaient la guerre obsolète. Son argument fut réfuté avec force 4 ans plus tard.

⁵¹ James Manicom et Andrew O'Neil, « Sino-Japanese strategic relations: will rivalry lead to confrontation? » *Australian Journal Of International Affairs* vol. 63, no. 2 (juin 2009), p. 214.

⁵² Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 373. et 8-157

⁵³ Charles-Philippe David, « Des conflits postmodernes aux guerres pré-modernes », *La guerre et la paix : Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, 3e éd. Paris: Presses de Sciences Politiques, 2013, p. 156.

⁵⁴ Pierre-Alain Clément et Nicolas Lemay-Hébert, « Ordre et Paix en Théorie des Relations Internationales: l'Apport du Libéralisme », extrait de *Les Études Stratégiques au XXIe siècle*, sous la direction de Éric Ouellet, Pierre Pahlavi et Miloud Chennoufi (Outremont : Athéna, 2013), p.55.

Les arguments soulevés par Manicom et Alvstam sont intéressants, mais ils semblent définir l'évolution normale d'une relation économique entre deux États, plutôt qu'un mouvement vers le conflit. Il est normal qu'une stratégie d'investissement soit modifiée suivant les opportunités du marché. Le changement au niveau des investissements nippons est beaucoup plus attribuable à de meilleures opportunités dans les pays de l'ASEAN, et par la hausse des coûts d'exploitation en RPC, que par la crainte d'un conflit futur⁵⁵. De plus, même si l'environnement décrit par Angell contient certains facteurs similaires à la réalité actuelle, il est différent de par les institutions supranationales contemporaines, l'étendue des communications et la complexité des chaînes de production modernes. Il appert que les deux gouvernements soient bien conscients de la situation. Les dirigeants chinois ont toujours affirmé que les économies des deux nations étaient complémentaires⁵⁶. De son côté, le gouvernement de Tokyo reconnaît aussi l'importance de la coopération entre les deux nations de l'Asie de l'Est⁵⁷. Il est clair que l'argument pragmatique d'interdépendance économique favorise une solution diplomatique au conflit. Une perspective plus réaliste, tel la destruction du pays, devrait aussi entraîner une approche diplomatique.

⁵⁵ Bloomberg, « ASEAN winning Japan investment as China costs rise », consulté le 2 mai 2014, <http://www.bloomberg.com/news/2014-02-28/asean-winning-japan-investments-as-china-costs-rise-jetro-says.html>.

⁵⁶ Yahuda, Michael. « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 164.

⁵⁷ Kentaro Sakuwa, « A Not so Dangerous Dyad: China's Rise and Sino-Japanese Rivalry », *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 9, no. 3 (septembre 2009), p. 514.

« *If we are not to be bullied in the present day world, we cannot do without the bomb* »

Mao Tsé-Tung, fondateur de la République Populaire de Chine, 1956

LA DISSUASION NUCLÉAIRE

Certains stratèges, tels que le rapporteur Ward Wilson, spécialiste en question nucléaire, pensent que la dissuasion nucléaire est *la* solution pour prévenir les conflits; c'est le cas de l'historien John Lewis Gaddis. Selon lui « La dissuasion nucléaire a non seulement un effet de contrainte et de dissuasion, mais elle prévient aussi les guerres majeures »⁵⁸ [traduction libre]. La paix mondiale qui existe depuis l'avènement de l'arme nucléaire, soit près de 70 ans, est en effet un argument de taille. Cependant, utiliser cet argument est difficile en soi, car il est supporté par un événement qui ne s'est pas produit; d'autres facteurs peuvent en partir être à la source de cette paix. La théorie de la dissuasion nucléaire, tel que proposée par Dr Paul, professeur à l'université McGill, sera utilisée dans l'approche de cette partie de l'exposé.

Selon Paul, la théorie de la dissuasion est basée sur trois hypothèses de base : 1) L'entité voulant dissuader doit avoir les capacités suffisantes; 2) La menace doit être crédible; 3) L'entité voulant dissuader doit pouvoir communiquer son intention à son adversaire⁵⁹. La dissuasion est accomplie lorsque un adversaire potentiel en vient à la conclusion que le rapport coûts-bénéfices de s'engager dans un conflit n'est pas à son avantage. L'application de cette théorie suppose que les belligérants sont des États dotés de raison et qu'après avoir pratiqué une analyse logique des

⁵⁸ Ward Wilson, « Nuclear Weapons Keep us Safe », *Five Myths About Nuclear Weapons*. New York: Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company, 2013, p. 87.

⁵⁹ T.V. Paul, *Complex Deterrence: Strategy in the Global Age*, Chicago : The University Press of Chicago, 2009, p.2.

avantages et désavantages, ils préféreront la paix à l'alternative de démarches agressives envers un antagoniste⁶⁰.

Avant d'utiliser la théorie du Dr Paul, il est bon de comprendre la situation japonaise quant au rôle de son institution de défense et sécurité. Les forces nipponnes sont purement défensives, cette vocation étant inscrite dans la constitution du pays établie en 1951. L'article 9 de la constitution interdit « [...] l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. »⁶¹. Leur désignation de Forces Japonaises d'Autodéfense (FJA)⁶² représente bien ce fait. En présumant que le Japon, de par sa constitution, ne peut attaquer la RPC, le principe de dissuasion doit être appliqué à la RPC en tant que belligérant possible. Il est tout de même intéressant de constater que pour plusieurs stratège chinois, le Japon, malgré les restrictions imposées par sa constitution, représente la menace militaire la plus sérieuse posée par un état contemporain⁶³. La nation japonaise est protégée par un allié puissant, les États-Unis. Les forces américaines, de par l'alliance de sécurité qu'elle entretient avec le Japon, s'engagent à soutenir les FJA si le territoire japonais est attaqué. Cette alliance lui offre aussi un parapluie nucléaire⁶⁴, système de dissuasion élargie, celui-ci formant la base du principe de dissuasion avec la RPC⁶⁵.

⁶⁰ Yahuda, Michael. « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 14.

⁶¹ Ministère des Affaires étrangères du Japon, « La constitution du Japon », consulté le 22 avril 2014, http://web-japan.org/factsheet/fr/pdf/F09_consti.pdf.

⁶² Les Forces Japonaises d'Autodéfense (FJA) est la traduction française utilisé pour représenter la *Japanese Defence Force* ou *JDF*.

⁶³ Russel Ong, *China's security interests in the post-cold war era* (Richmond : Curzon Press, 2002), p. 77.

⁶⁴ Le terme parapluie nucléaire est la traduction française utilisé pour représenter le terme anglais *Nuclear umbrella*.

⁶⁵ Guillaume De Rougé, « La Dissuasion Nucléaire sous la Présidence de Obama : Bilan d'Étape et perspectives », *Hérodote* no.149 (2013), p.41.

Forces conventionnelles

Avant de poursuivre sur la dissuasion nucléaire, une courte revue des forces conventionnelles présentement en place est de mise. Malgré la désignation de force *d'autodéfense*, les forces nipponnes sont dotées d'équipement moderne, d'une marine de haute mer très qualifiée et d'avions de combats de dernière génération. Une fois augmenté par les forces américaines situées dans le théâtre du Pacifique, les deux puissances représentent un défi de taille pour l'Armée Populaire de Libération chinoise (APL)⁶⁶. D'ailleurs, après la guerre du Golfe de 1991, tout agresseur potentiel compris que le champ de bataille conventionnel n'était pas celui où on voulait se mesurer à une coalition avec à sa tête les forces américaines⁶⁷. Il est cependant important de noter un programme de modernisation important de l'APL, autant du point de vue naval qu'aérien. Le budget accordé à la modernisation des forces chinoises par le gouvernement de Pékin à augmenter par un facteur de 6 entre 2000 et 2013, s'élevant à plus de 188 milliards lors du dernier exercice fiscal, ceci plaçant la RPC deuxième après les ÉU⁶⁸. La marine de la RPC est en plein changement, passant d'une marine côtière à une marine de semi-haute mer⁶⁹, incluant la mise en service d'un porte-avion.

Capacités

⁶⁶ L'Armée Populaire de Libération chinoise (ALP) est la traduction française utilisé pour représenter *the People's Liberation Army* ou *PLA*.

⁶⁷ Brian Urquhart, « Limits on the Use of Force », *Leashing the Dogs of War: Conflict Management in a Divided World*, édité par Chester A. Crocker, Fen Osler Hampson, et Pamela Aall, Washington, DC: United States Institute of Peace Press, 2007, p. 266.

⁶⁸ La source de ces données provient de Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). <http://www.sipri.org/databases>

⁶⁹ Le terme marine de semi-haute mer est utilisé pour désigner une marine *d'eau verte* (de l'anglais *green navy*). Ceci représente une marine qui est destiné principalement à effectuer des opérations dans le littoral, mais qui acquiert les capacités d'opérer en haute mer.

La théorie de la dissuasion nucléaire avancée par le Dr Paul sera donc appliquée à travers le prisme de l'alliance de protection que le Japon entretient avec les États-Unis. De plus, sachant que le but ultime de Washington est une situation régionale stable en Asie de l'Est, nous appliquerons la théorie en présumant que la RPC est le belligérant qui doit être dissuadé et qu'il n'est pas dans l'intérêt américain d'initier une confrontation⁷⁰. La première hypothèse de la théorie avance que pour qu'une stratégie de dissuasion soit fructueuse, le *dissuadeur*, dans ce cas les ÉU, doit avoir les capacités pour le faire. L'équipement nucléaire américain n'a pas besoin d'être évalué à ce niveau. Qu'on ne pense qu'aux six sous-marins de classe Ohio positionnés en Asie-Pacifique, transportant à eux seuls 24 missiles de type Trident par bâtiment⁷¹. Cela confère une capacité de seconde frappe au Japon, par l'intermédiaire de la marine américaine.

Menace crédible

La deuxième hypothèse requiert que la menace soit crédible. Les Américains, au cours des dernières décennies, ont gagné en crédibilité quant à leur résolution en temps de conflit. Ils ont été les premiers, et les seuls, à utiliser l'arme nucléaire. Leur entrée dans le deuxième conflit mondial a été automatique après le bombardement de Pearl Harbour. L'invasion de l'Irak en 2003, sans le support légal du Conseil de sécurité de l'ONU, est un autre exemple de la détermination américaine à utiliser la force comme bon leur semble. Le pivot asiatique, présentement orchestré par le gouvernement américain, est un signal à la Chine que les ÉU prennent au sérieux la stabilité de la région.

⁷⁰ James Manicom et Andrew O'Neil, « Sino-Japanese strategic relations: will rivalry lead to confrontation? » *Australian Journal Of International Affairs* vol. 63, no. 2 (juin 2009), p. 220.

⁷¹ Guillaume De Rougé, « La Dissuasion Nucléaire sous la Présidence de Obama : Bilan d'Étape et perspectives », *Hérodote* no.149 (2013), p.43.

Communication

La troisième hypothèse, pour qu'une stratégie de dissuasion fonctionne, consiste en une communication claire des intentions du *dissuadeur* au dissuadé. De ce côté, les ÉU multiplient les opportunités d'articuler leur position sur le conflit qui oppose la RPC au Japon. Tout en évitant de prendre une position légale sur les différends qui opposent les deux nations asiatiques, les autorités américaines ont manifesté à plusieurs reprises leur support militaire pour le gouvernement de Tokyo. En septembre 2010, la Secrétaire d'État américaine, Hilary Clinton, affirmait que les îles Senkaku faisaient partie du territoire couvert par le traité de sécurité entre le Japon et les ÉU, dans l'éventualité où le Japon nécessiterait une assistance militaire. La même journée, le Secrétaire à la Défense, Robert Gates et le Chef d'État-Major, l'Amiral Mullen, exprimèrent que les ÉU « assumeront les responsabilités associées à l'alliance de sécurité⁷² » [traduction libre]. En décembre 2012, le Congrès américain approuvait un projet de loi sur la défense réaffirmant que le traité de sécurité américano-japonais couvrait les îles Senkaku. Dernièrement, le président Obama indiquait clairement que « La politique des ÉU est claire : les îles Senkaku sont administrées par le Japon et par conséquent relève de l'article 5 du traité de coopération et sécurité⁷³ » [traduction libre]. Les américains ne sacrifieront pas la stabilité de la région et pour cela, défendront le Japon. Le message au gouvernement de Pékin ne pourrait être plus clair.

⁷² U.S. Department of Defense, « DOD News Briefing with Secretary Gates and Adm. Mullen from the Pentagon », consulté le 26 avril 2014, <http://www.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4690>.

⁷³ Japan Times, 24 avril 2014, « Obama tells Abe the security treaty covers the Senkakus islands », consulté le 3 mai 2014, <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/04/24/national/obama-tells-abe-security-treaty-covers-senkakus/#.U2hYRE98PIU>.

L'efficacité de la dissuasion nucléaire ne fait pas l'unanimité. Barthélémi Courmon, chercheur au centre d'études transatlantiques, est d'avis que l'efficacité de cette stratégie est difficile à évaluer puisque de multiples facteurs peuvent être à l'origine de la paix globale des 70 dernières années⁷⁴. Cependant, la relation entre la Pakistan et l'Inde, deux États nucléaires, indique tout le contraire. En mai 1998, l'Inde procédait à 5 essais nucléaires et validait son programme militaire. Dans les semaines qui suivirent, le Pakistan faisait de même et confirmait son entrée dans le *club* nucléaire⁷⁵. En 1999, un début d'escarmouche éclata entre les deux nations d'Asie du Sud, testant ainsi l'environnement de dissuasion impliquant une dyade nucléaire. Plusieurs experts estiment que le conflit de 1999, et les crises subséquentes en 2002 et 2003, n'ont pas dégénérés dû à la peur d'une escalade au niveau nucléaire, prouvant ainsi le principe de dissuasion⁷⁶.

Samuel Huntington, politicologue controversé américain, fait aussi un constat intéressant concernant l'arme nucléaire. Dans son manuscrit sur le choc des civilisations, il explique que les ÉU n'auraient pas attaqué l'Irak après l'invasion du Koweït si le gouvernement irakien avait possédé l'arme nucléaire⁷⁷. Cet aspect dissuasif peut-être aussi remarqué dans les efforts diplomatiques déployés envers la Corée du Nord par les américains; aucune représailles militaire

⁷⁴ Barthélémy Courmont, « Le Japon, Futur Puissance Nucléaire? », extrait de *Sécurité Globale* no. 7 (2009), p.92.

⁷⁵ Pascal Drouad, « Inde-Pakistan : les vertus de la Dissuasion Nucléaire », *Revue Internationale de Stratégie* no. 63 (2006), p.44.

⁷⁶ T.V. Paul, *Complex Deterrence: Strategy in the Global Age* (Chicago : The University Press of Chicago, 2009), p.4. Les discussions avec un officier de l'Armées du Pakistan, le LCol Bajwa, étudiants sur le cours JCSP 40, ont confirmé que la peur d'une dégénération du conflit, qui aurait amené les autorités pakistanaise à considérer l'usage de l'arme nucléaire, était un facteur considéré dans les processus de décision. Selon Bajwa, c'était à tout le moins, une préoccupation pour ses collègues et supérieurs dans l'approche du développement du plan de campagne.

⁷⁷ Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations* (Paris: Éditions Odile Jacob, 1997), p. 203.

n'a été entreprise envers le régime de Pyongyang⁷⁸. La dissuasion nucléaire diminue donc le potentiel de conflit et encourage les efforts diplomatiques⁷⁹. Un autre aspect controversé de la dissuasion nucléaire découle du principe que les dirigeants en place pourraient prendre des décisions irrationnelles; que ces décisions pourraient être affectées par un fanatisme religieux, un mauvais calcul politique ou une interprétation erronée de la situation⁸⁰. Le concept MAD⁸¹, ou destruction mutuelle assurée, créé en 1965 par le Secrétaire à la défense McNamara, est le fondement de la crédibilité de la dissuasion nucléaire⁸². De cette prémisse découle la logique que même avec une mauvaise interprétation de la situation, un état ne gagne rien à initier un conflit qui pourrait dégénérer en attaque nucléaire, et mener à sa destruction. Lorsque deux adversaires ont des capacités de seconde frappe, un équilibre est maintenu et les risques de conflit diminuent⁸³. Le Japon a une capacité de seconde frappe à travers le traité avec les américains⁸⁴.

Comme le souligne le souligne Pélopidas, la crédibilité du parapluie nucléaire offert au Japon par les ÉU est parfois mise en doute. Après tout, est-ce que le gouvernement américain serait prêt à sacrifier New York pour Tokyo⁸⁵? Ce constat entraîne la spéculation d'une décision japonaise de procéder avec la production d'une arme nucléaire. Considérant que le Japon a

⁷⁸ T.V. Paul, *Complex Deterrence: Strategy in the Global Age* (Chicago : The University Press of Chicago, 2009), p.146.

⁷⁹ Heuser, Béatrice. *Penser la Stratégie de l'Antiquité à nos jours*, édité par Gérard Reber, Paris : Édition Picard, p. 293.

⁸⁰ T.V. Paul, *Complex Deterrence: Strategy in the Global Age* (Chicago : The University Press of Chicago, 2009), p.6.

⁸¹ MAD est l'acronyme anglais pour *Mutual Assured Destruction* ou destruction mutuelle assurée.

⁸² Bernard Pénisson, *Histoire de la Pensée Stratégique: De Sun Zi au Nucléaire* (Paris : Édition Ellipses, 2013), p.384.

⁸³ Kentaro Sakuwa, « A Not so Dangerous Dyad: China's Rise and Sino-Japanese Rivalry », *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 9, no. 3 (septembre 2009), p. 504.

⁸⁴ Ibid. 25-522

⁸⁵ Benoit Pélopidas, « La prolifération est-elle inéluctable ? », *Revue internationale et stratégique*, 2013/3 no 79, p.135.

l'expertise, les matériaux, deux voisins antipathiques possédant l'arme nucléaire, et une certaine crainte d'abandon du gouvernement américain, cette option est logique pour Tokyo. Ce concept dépasse cependant la portée de cet exposé⁸⁶. Malgré cela, on peut noter que l'acquisition de l'arme nucléaire par le Japon déstabiliserait la région et porterait un coup fatal au traité de non-prolifération. En considérant ces facteurs, il est fort probable que les ÉU s'opposeraient à une telle démarche et continueront donc d'affirmer leur support au Japon⁸⁷.

La dissuasion nucléaire n'est pas l'aspect central qui forcera une approche diplomatique aux tensions sino-japonaises. Elle y joue plutôt un rôle important en arrière-plan, tout comme la légitimité des gouvernements.

« The will of the people is the only legitimate foundation of any government. »

Thomas Jefferson, troisième président des États-Unis d'Amérique (1743-1826).

LÉGITIMITÉ DU GOUVERNEMENT

La légitimité du gouvernement est un autre facteur important qui aide à contenir les tensions entre Pékin et Tokyo. Même le Parti Communiste Chinois (PCC), qui ne doit pas

⁸⁶ Plusieurs facteurs pourraient pousser le Japon vers sa nucléarisation. Tel que mentionner, la présence de la RPC et de la Corée du Nord et ce sentiment perçu par l'élite japonaise d'abandon prochain des ÉU, au profit de la RPC, en sont deux. On peut aussi mentionner une forte décroissance de sa démographie, entraînant une perte d'effectif pour la FJA, et une diminution du financement militaire, au profit de service offert à une population vieillissante. Finalement, une ambition d'indépendance envers les ÉU et un désir de reconnaissance comme puissance mondiale pourrait amener le Japon à construire une arme nucléaire. Pour plus de détails, consultez Barthélémy Courmont « Le Japon, Futur Puissance Nucléaire? », Pascal Drouad « Inde-Pakistan : les vertus de la Dissuasion Nucléaire », David Santoro « Will America's Asian Allies Go Nuclear? » et Harvey Sapolsky « Let Asia Go Nuclear ».

⁸⁷ Barthélémy Courmont, « Le Japon, Futur Puissance Nucléaire? », extrait de *Sécurité Globale* no. 7 (2009), p.96.

répondre de ses gestes au peuple chinois, se doit de maintenir une certaine légitimité, spécialement si le but du parti est d'établir la nation chinoise au rang des plus grandes⁸⁸.

Tel qu'exposé par Michael Yahuda, la légitimité du PCC s'appuyait sur une croissance économique et une rhétorique patriotique au début des années 1990⁸⁹. Cette notion patriotique a graduellement évoluée pour se transformer en sentiment nationaliste. Ce sentiment, avec la croissance économique, représente maintenant les piliers sur lesquels repose la légitimité du PCC⁹⁰. Ces deux facteurs peuvent cependant être à la base de conflit interne: satisfaire les pulsions nationalistes du peuple chinois, comme pour la crise territoriale des îles Senkaku/Diaoyou, va à l'encontre de promouvoir une croissance économique. En effet, cela ralentit les échanges économiques avec le Japon, mais aussi avec les autres économies de la région. Celles-ci sont d'ailleurs très susceptibles aux interventions chinoises, éprouvant des tensions territoriales similaires avec le gouvernement de Pékin⁹¹.

La possibilité d'une dégénération des tensions en conflit armé minerait les deux piliers sur lesquels la légitimité du PCC repose. Comme l'explique Alastair Johnston, professeur à Harvard, l'entrée en guerre de la RPC forcerait Pékin à adopter une économie de guerre, ce qui forcerait un important ralentissement économique pour une période indéterminée. De plus, la possibilité d'une défaite aux mains d'une coalition américano-japonaise combinée à des

⁸⁸ Kentaro Sakuwa, « A Not so Dangerous Dyad: China's Rise and Sino-Japanese Rivalry », *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 9, no. 3 (septembre 2009), p. 514.

⁸⁹ Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 367.

⁹⁰ James Manicom et Andrew O'Neil, « Sino-Japanese strategic relations: will rivalry lead to confrontation? » *Australian Journal Of International Affairs* vol. 63, no. 2 (juin 2009), p. 226. Et 30-373, 29-179

⁹¹ Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 368.

problèmes économiques pourrait miner la position du gouvernement. Les deux piliers sur lesquels repose la légitimité du parti, le nationalisme et l'économie, risqueraient de s'effondrer⁹². Selon Manicom, le PCC est au pris avec des problèmes domestiques importants, ce qui le rendrait vulnérable dans cette situation⁹³. De plus, il faut se rappeler que la modernisation de l'APL dépend de la croissance économique du pays⁹⁴. La croissance économique ne peut donc pas ralentir.

Il est aussi important de discuter des facteurs culturels chinois. Une évolution culturelle, économique et sociale a engendré l'apparition d'une classe moyenne en RPC. Celle-ci est très pragmatique; ce pragmatisme est d'ailleurs reflété dans les études de Geert Hofstede. Ce sociologue a développé un système pour analyser les cultures, basé sur 6 dimensions. Dans la dimension du pragmatisme, les Chinois obtiennent de très hauts résultats, identifiant leur désir d'épargner, d'investir et de persévérer pour l'obtention de résultats⁹⁵. Le peuple chinois perdrait confiance en un gouvernement orienté sur d'autres buts que la croissance économique ou qui déclencherait une guerre avec des conséquences sociales désastreuses.

Le gouvernement de Tokyo, en tant qu'entité démocratique, a définitivement des comptes à rendre à l'électorat japonais. Et tel que discuté plus tôt, la constitution japonaise lui interdit tout acte d'agression. Un changement à la constitution devra être demandé au parlement si le

⁹² Yahuda, Michael. « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross (Stanford: Stanford University Press, 2006), p. 19.

⁹³ Manicom, James, et Andrew O'Neil. « Sino-Japanese strategic relations: will rivalry lead to confrontation? », extrait de *Australian Journal Of International Affairs* vol. 63, no. 2 (juin 2009), p. 224.

⁹⁴ Kentaro Sakuwa, « A Not so Dangerous Dyad: China's Rise and Sino-Japanese Rivalry », *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 9, no. 3 (septembre 2009), p. 514.

⁹⁵ The Hofstede Center. « China's cultural profil? », consulté le 3 mai 2014, <http://geert-hofstede.com/china.html>.

gouvernement veut procéder avec cette approche. Il est clair que tout acte agressif du Parti Libéral Démocratique (PLD) japonais, sans amendement à la constitution, aurait des conséquences sérieuses sur la légitimité du parti. Aussi, il appert que le peuple japonais désire que son gouvernement concentre ses efforts sur une reprise économique. D'ailleurs, aux dernières élections tenues en 2012, le PLD a clairement énoncé que la priorité de sa plate-forme électorale était un redressement de l'économie⁹⁶. De plus, d'après un sondage conduit en 2013 par Genron NPO, un organisme à but non lucratif japonais, seulement 26% de la population nipponne croyait que le conflit territorial des îles opposant leur pays à la RPC nécessitait une réponse plus *musclée*. En opposition, près de 50% des répondants affirmaient qu'un processus de négociation devait être entamé pour résoudre le conflit de façon pacifique. Finalement, 21% des japonais estimaient que des mesures concrètes devaient être prises pour prévenir un incident qui nécessiterait une réponse militaire⁹⁷. On peut constater que la population, la culture et les institutions domestiques japonaises ne souhaitent pas un conflit avec la RPC et que le gouvernement ne serait pas appuyé dans une telle éventualité, à moins qu'il agisse en légitime défense.

Charles-Philippe David, dans son étude des conflits interétatiques, indique que « [...] les émotions et passions sont définitivement très pesantes dans les explications de la guerre. Dans 94

⁹⁶ Associated Press, « Japan's Abe says strong economy tops his platform », consulté le 3 mai 2014, <http://bigstory.ap.org/article/japans-abe-says-strong-economy-tops-his-platform>.

⁹⁷ Genro NPO. « 9th Japan-China public opinion poll », consulté le 4 mai, http://www.genron-npo.net/english/index.php?option=com_content&view=article&id=59:the-9th-japan-china-public-opinion-poll&catid=2:research&Itemid=4.

cas analysés, celles-ci ont représenté 71% des motivations pour lesquelles la guerre a éclaté. »⁹⁸. Lorsque l'on observe les élans nationalistes chinois, ils semblent pouvoir être manipulés par le gouvernement de Pékin à travers son contrôle des médias⁹⁹. Du côté japonais, la montée du nationalisme ne semble pas diriger les émotions nipponnes. Yahuda souligne que malgré les efforts déployés par les conservateurs, peu de japonais sont touchés par des symboles comme le drapeau japonais ou l'hymne national¹⁰⁰. Il est donc fort douteux que les gouvernements s'embarquent dans un conflit pour appuyer un élan nationaliste de leur population respective. Les deux gouvernements comprennent que la croissance économique est nécessaire pour maintenir leur légitimité, et qu'une paix relative est essentielle au maintien de cette croissance¹⁰¹.

CONCLUSION

Le futur des relations entre le Japon et la RPC et de la paix relative que l'on observe en Asie de l'Est reposent à la fois sur des facteurs de relations réalistes et libérales. D'un côté, l'argument a été apporté que l'interdépendance économique qui existe entre les deux géants asiatiques, tant au niveau des exportations et des investissements qu'à celui de la complémentarité des économies, représente probablement le facteur le plus concret pour prévenir une dégradation des relations entre ces deux pays. Malgré la diminution relative des échanges

⁹⁸ David, Charles-Philippe. « Des conflits postmodernes aux guerres pré-modernes » extrait de *La guerre et la paix : Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, 3e éd. Paris: Presses de Sciences Politiques, 2013, p.161.

⁹⁹ James Manicom, *China, Japan, and Maritime Order in the East China Sea: Bridging Troubled Waters* (Washington, DC : Georgetown University Press, 2014), p.59.

¹⁰⁰ Michael Yahuda, « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 371.

¹⁰¹ Robert G. Sutter, « China and Japan: trouble ahead? », *Washington Quarterly*, vol. 25, no. 4 (2002), p. 39.

économiques chinois avec le Japon et la diversification des investissements nippons hors de la RPC, la chaîne de production demeure très complexe, dépendante et multilatérale. Un conflit armé aurait des conséquences énormes sur la croissance de leur économie respective et celle de la région. Le terme MAR a été introduit pour décrire une récession assurée qui suivrait le début d'hostilités armées.

L'exposé s'est poursuivi sur une note réaliste où il a été démontré que la puissance nucléaire, dans un élément de dissuasion, préviendrait toute action unilatérale de la part de la RPC. Suivant une courte revue des effectifs conventionnels des deux belligérants qui a démontré un avantage en faveur du Japon, les ÉU ont été introduit comme partenaire dans le traité de coopération mutuelle et de sécurité avec le Japon. Les ÉU jouent un rôle primordial dans ce traité, offrant le parapluie nucléaire à leur allié nippon. En utilisant la théorie de dissuasion de T.V. Paul, il a été démontré que la puissance américaine remplissait les 3 hypothèses nécessaires pour obtenir un effet dissuasif positif, soit des capacités suffisantes, une crédibilité démontrée et l'expression claire de ses intentions en cas de conflit.

Pour compléter l'analyse, la légitimité des gouvernements des deux pays a été discutée. La croissance économique est au cœur des populations chinoise et japonaise, et les deux gouvernements en sont pleinement conscients. Le peuple chinois vit un regain de nationalisme important, ce qui pourrait laisser croire qu'il serait enclin à appuyer une victoire par les armes dans le conflit territorial qui oppose leur pays au Japon. Cependant, le pragmatisme associé à leur culture et le désir de réalisation d'objectifs éclipseront les poussées nationalistes. Le gouvernement de Pékin ferait face à un mécontentement important de la population si un

ralentissement économique sérieux, associé à un conflit armé, venait menacer les progrès du niveau de vie et du futur que le peuple chinois peut maintenant contempler. Du côté du gouvernement japonais, le message du peuple est clair: la politique nipponne doit se concentrer sur l'économie. Aussi, les japonais désirent un règlement pacifique à la crise territoriale; les sondages sont clairs à ce sujet. De plus, l'identité contemporaine du Japon a été en partie fondée sur une économie reconnue comme un modèle mondial de par sa croissance et son efficacité. Pour le gouvernement démocratique de Tokyo, un ralentissement important à une économie déjà anémique se transformerait en vote de non confiance par la population. L'option d'un conflit n'est donc pas une option pour le gouvernement japonais, en raison des ordonnances de la constitution ou d'une perte de légitimité qui en découlerait.

Il existe une préoccupation réelle quant aux relations sino-japonaise, mais l'idée que celles-ci ne dégénèrent en conflit est nettement exagérée. Certains parallèles peuvent être faits entre la situation présente en Asie de l'Est et la situation Européenne à la veille de la première Guerre mondiale. Cependant, certains facteurs importants n'affectaient pas l'environnement politique en 1914. Que l'on considère la complexité des systèmes économiques d'aujourd'hui, la présence de la dissuasion nucléaire et l'abondance des communications, pouvant rapidement miner la légitimité d'un gouvernement. Ces facteurs forceront les deux pays à maintenir un équilibre pragmatique et à mettre de côté les passions nationalistes. La troisième Guerre mondiale ne sera pas *Made in China*.

BIBLIOGRAPHIE

Alvstam, Claes, Strom, Patrick et Naoyuki Yoshino. « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », extrait de *Asia Pacific Viewpoint* Vol 50, no 2 (août 2009), p.198-214.

Associated Press. « Japan's Abe says strong economy tops his platform », consulté le 3 mai 2014, <http://bigstory.ap.org/article/japans-abe-says-strong-economy-tops-his-platform>.

Atanassova-Cornelis, Elena. « Dynamics of Japanese and Chinese Security Policies in East Asia and Implications for Regional Stability » extrait de *Asian Politics & Policy* Vol 2, no 3 (juillet-septembre 2010), p. 395–414.

Bitzinger, Richard A. et Barry Desker. « Southeast Asia and Its Evolving Security Architecture », extrait de *Rewiring Regional Security in a Fragmented World*, Washington : United States Institute of Peace Press, 2011, p. 395-436.

Bloomberg. « ASEAN winning Japan investment as China costs rise », consulté le 2 mai 2014, <http://www.bloomberg.com/news/2014-02-28/asean-winning-japan-investments-as-china-costs-rise-jetro-says.html>

Urquhart, Brian. « Limits on the Use of Force », extrait de *Leashing the Dogs of War: Conflict Management in a Divided World*, édité par Chester A. Crocker, Fen Osler Hampson, et Pamela Aall, Washington, DC: United States Institute of Peace Press, 2007, p. 265-276.

Buszynski, Leszek. «Sino-Japanese Relations: Interdependence, Rivalry and Regional Security » extrait de *Contemporary Southeast Asia: A Journal Of International & Strategic Affairs* 31, no. 1 (avril 2009), p. 143-171.

Campbell, Kurt, et Tsuyoshi Sunohara. « Japan: thinking the unthinkable » extrait de *The nuclear tipping point: why states reconsider their nuclear choices*, Washington, DC : Brookings Institution, 2004, p. 218-252.

Canadian Broadcasting Corporation. « Transcript of Obama speech on Afghanistan », consulté le 27 avril 2014, <http://www.CBC.ca/news/transcript-of-obama-speech-on-afghanistan>

China Global Times. « Key facts on China-Japan trade and economic ties », 22 September 2012, accédé le 27 avril 2014, <http://www.globaltimes.cn/content/734634.shtml>.

Clément, Pierre-Alain et Nicolas. Lemay-Hébert. « Ordre et Paix en Théorie des Relations Internationales: l'Apport du Libéralisme », extrait de *Les Études Stratégiques au XXIe siècle*, sous la direction de Éric Ouellet, Pierre Pahlavi et Miloud Chennoufi, Outremont : Athéna, 2013.

Conférence à l'université de Virginie, 28 février 2014. «Strategic Rivalry & Economic Interdependence: China, India, and the United States in a New Global Order», consulté le 20 avril 2014, <http://www.youtube.com/watch?v=T5b7NVFrYyQ>

Corning, Gregory P. « Trade Regionalism in a Realist East Asia: Rival Visions and Competitive Bilateralism », extrait de *Asian Perspective* 35, no. 2 (juin 2011), p. 259-286.

Courmont, Barthélémy. « Le Japon, Futur Puissance Nucléaire? », extrait de *Sécurité Globale* no. 7 (2009), p.89-103.

David, Charles-Philippe. « Des conflits postmodernes aux guerres pré-modernes » extrait de *La guerre et la paix : Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, 3e éd. Paris: Presses de Sciences Politiques, 2013, p. 139-173.

De Rougé, Guillaume. « La Dissuasion Nucléaire sous la Présidence de Obama : Bilan d'Étape et perspectives », extrait de *Hérodote* no.149 (2013), p.37-52.

De Santis, Hugh. « The Dragon and the Tigers: China and Asian Regionalism », extrait de *World Policy Journal* 22, no 2 (été 2005), p. 23-36, <http://search.proquest.com/docview/232587408?accountid=9867>.

Dreyer, June Teufel. « Sino-Japanese Rivalry and its Implications for Developing Nations » extrait de *Asian Survey* vol.46, no 4 (juillet 2006), p. 538-557.

Drifte, Reinhard. *Japan's Security Relations with China since 1989: From Balancing to Bandwagoning?*, London : Routledge, 2003.

Drifte, Reinhard. «The Senkaku/Diaoyu islands territorial disputes between Japan and China: Between the materialization of the China Threat and Japan reversing the outcome of World War II ?» extrait de UNISCI Discussion Papers no 32 (mai 2013), p. 9-62.

Drouad, Pascal. « Inde-Pakistan : les vertus de la Dissuasion Nucléaire », extrait de *Revue Internationale de Stratégie* no. 63 (2006), p.43-56.

Duchâtel, Mathieu. « La politique étrangère de la Chine sous Xi Jinping », extrait de *Hérodote* no 150 (3e trimestre 2013), p. 87-102, <http://www.cairn.info/revue-herodote-2013-3-page-172.htm>.

Feng, Huiyun. « China's Strategic Culture and Foreign Policy », extrait de *The Ashgate Research Companion to Chinese Foreign Policy*, sous la direction de Emilian Kavalski, Burlington : Ashgate Publishing Company, 2012, p. 47-72.

Financial Times. « Financial Times interview with Abe in January 2012 », consulté le 30 avril 2014, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/7beb15e4-84f8-11e3-8968-00144feab7de.html#axzz30lVAKXJK>.

Fox, Senan James. « Uncertain Waters: The Causes of the East China Sea disputes, and the Way Forward for Sino-Japanese relations », document de conférence, International Studies Association, (assemblée annuelle 2008), p. 1-35.

Fukuyama, Francis. « The End of History? » extrait de *The National Interest* (été 1989), p. 2-12.

Gao, Haikuan. « The China-Japan Mutually Beneficial Relationship Based on Common Strategic Interests and East Asian Peace and Stability », extrait *Asia-Pacific Review* 15, no. 2 (novembre 2008), p. 36-51.

Genro NPO. « 9th Japan-China public opinion poll », consulté le 4 mai, http://www.genron-npo.net/english/index.php?option=com_content&view=article&id=59:the-9th-japan-china-public-opinion-poll&catid=2:research&Itemid=4

Heuser, Béatrice. *Penser la Stratégie de l'Antiquité à nos jours*, édité par Gérard Reber, Paris : Édition Picard, 2010.

Huntington, Samuel P. *Le choc des civilisations*, Paris: Éditions Odile Jacob, 1997.

Institute for National Strategic Studies. *Sino-Japanese Rivalry: Implications for US Policy*. Special Report, avril 2007.

Japan External Trade Organization. Accédé pour la dernière fois le 3 mai 2014, <https://www.jetro.go.jp/en/reports/statistics/>.

Japan Times, 11 janvier 2013. « Trade with China falls first time in three years », consulté le 1 mai 2014, <http://www.japantimes.co.jp/news/2013/01/11/business/trade-with-china-falls-first-time-in-threeyears/#.UZYPyq7Ppak>.

Japan Times, 24 avril 2014. « Obama tells Abe the security treaty covers the Senkakus islands », consulté le 3 mai 2014, <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/04/24/national/obama-tells-abe-security-treaty-covers-senkakus/#.U2hYRE98PIU>.

- Kang, David C. « Civilization and state formation in the shadow of China », extrait de *Civilization in World Politics*, New York: Routledge, 2010.
- Kang, David C. *China Rising: Peace, Power, and Order in East Asia*, New York : Columbia University Press, 2007.
- Koo, Min Gyo. « The Senkaku/Diaoyu dispute and Sino-Japanese political-economic relations: cold politics and hot economics? », extrait de *Pacific Review* 22, no. 2 (mai 2009), p. 205-232.
- Lai, Hingyi et Kang, Su-Jeong. « Economic Development and China's Foreign Policy », extrait de *The Ashgate Research Companion to Chinese Foreign Policy*, sous la direction de Emilian Kavalski, Burlington : Ashgate Publishing Company, 2012, p. 113-121.
- Lampton, David. *The Three Faces of Chinese power: Might, Money and Minds*, Los Angeles : University of California Press, 2008.
- Manicom, James. « Sino-Japanese Cooperation in the East China Sea: Limitations and Prospects », extrait de *Contemporary Southeast Asia: A Journal Of International & Strategic Affairs* vol. 30, no. 3 (décembre 2008), p. 455-478.
- Manicom, James. *China, Japan, and Maritime Order in the East China Sea: Bridging Troubled Waters*, Washington, DC : Georgetown University Press, 2014.
- Manicom, James, et Andrew O'Neil. « Sino-Japanese strategic relations: will rivalry lead to confrontation? », extrait de *Australian Journal Of International Affairs* vol. 63, no. 2 (juin 2009), p. 213-232.
- Michaud, Eric J.J.G. « Sino-Japanese Rivalry: Should east asia Intervene? », travail rédigé dans le cadre du Programme de commandement et d'état-major interarmées, Collège des Forces canadiennes, 2013.
- Ministère des Affaires étrangères du Japon. « La constitution du Japon », consulté le 22 avril 2014, http://web-japan.org/factsheet/fr/pdf/F09_consti.pdf.
- NHK, Japan's public broadcaster . « Japan car production in China down 49 per cent in October », consulté le 2 mai 2014, http://www3.nhk.or.jp/daily/english/20121129_33.html.
- Ong, Russel. *China's security interets in the post-cold war era*, Richmond : Curzon Press, 2002.
- Pei, Minxin and Michael Swaine. « Simmering fire in Asia: averting Sino-Japanese strategic conflict », Carnegie Endowment for International Peace, Policy Brief 44, novembre 2005. www.carnegieendowment.org/files/pb44.pei.FINAL.pdf

Pélopidas, Benoit. « La Prolifération est-elle Inéluctable? », extrait de *Revue Internationale e et Stratégique* no. 79 (2010), p.131-136.

Pénisson, Bernard. *Histoire de la Pensée Stratégique: De Sun Zi au Nucléaire*, Paris : Édition Ellipses, 2013.

Przystup, James J. « Japan-China Relations: Can We Talk? » extrait de *Comparative Connections* (janvier 2014), p. 99-110.

Pye, Lucian W. « China: Erratic State, Frustrated Society », extrait de *Foreign Affairs* no 69, automne 1990, p. 58. <http://www.foreignaffairs.com/articles/45998/lucian-w-pye/china-erratic-state-frustrated-society>.

Paul, T.V. *Complex Deterrence: Strategy in the Global Age*, Chicago : The University Press of Chicago, 2009.

Potapov, Maxim. « China and Japan: Partners and Rivals in East Asia », extrait de *Far Eastern Affairs* vol. 36, (hiver 2008), p. 86-9.

Pempel, T.J. « More Pax, Less Americana in Asia », extrait de *International relations of the Asia-Pacific*, vol. 10 (2010), p. 465-490.

Remy, Catheline. « Les sociétés militaires privées dans la lutte contre la piraterie », extrait de *Pyramides* vol 21, (2012), p. 119-138.

Robert, Jervis. « The Theory of the Nuclear Revolution », extrait de *The Meaning of the Nuclear Revolution: Statecraft and the Prospect of Armageddon*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 1989, p. 1-45.

Roy, Denny. « The sources and limits of Sino-Japanese tensions », extrait de *Survival: Global Politics and Strategy*, vol. 47, éd. 2 (été 2005), p. 191-214.

Sakuwa, Kentaro. « A Not so Dangerous Dyad: China's Rise and Sino-Japanese Rivalry », extrait de *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 9, no. 3 (septembre 2009), p. 497-528.

Santis, Hugh. « The Dragon and the Tigers: China and Asian Regionalism », extrait de *World Policy Journal*, no 22, (été 2005), p. 23-36.

Santoro, David. « Will America's Asian Allies Go Nuclear? », extrait de *The National Interest*, 30 janvier 2014, <http://nationalinterest.org/commentary/will-americas-asian-allies-go-nuclear-9794>.

Sapolsky, Harvey M. « Let Asia Go Nuclear », extrait de *The National Interest*, 14avril 2014, <http://nationalinterest.org/feature/let-asia-go-nuclear-10259>.

Schaub, GaryJR. « Deterrence, Compellence, and Prospect Theory », extrait de *Political Psychology*, vol. 25, no. 3 (2004), p. 389-411.

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Consulté la dernière fois le 3 mai 2014, <http://www.sipri.org/databases>

Smith, Sheila A. « Japan and the East China Sea Dispute, », document de conférence de la Foreign Policy Research Institute and the Reserve Officers Association, (assemblée annuelle, novembre 2011).

Sterling-Folker, Jennifer A. « Liberalism », extrait de *Making Sense of International Relations Theory*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2006, p. 55-62.

Sutter, Robert G., *Foreign Relations of the PRC: the legacies and constraints of China's international politics since 1949*, Toronto : Rowman & Littlefield publishers, 2013.

Sutter, Robert G. « China and Japan: trouble ahead? », extrait de *Washington Quarterly*, vol. 25, no. 4 (2002), p. 37-49.

The Hofstede Center. « China's cultural profile », consulté le 3 mai 2014, <http://geert-hofstede.com/china.html>.

Tønnesson Stein, « What is it that best explains the East Asian Peace since 1979? A call for a research agenda. », extrait de *Asian Perspective* 33, no. 1 (mars 2009), p. 111-136.

United Nations conference on Trade and development (UNTAD). « World Investment report 2013 » Switzerland : UN Press, 2013.

U.S. Department of Defense. « DOD News Briefing with Secretary Gates and Adm. Mullen from the Pentagon », consulté le 26 avril 2014, <http://www.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4690>.

Wilson, Ward. « Nuclear Weapons Keep us Safe », extrait de *Five Myths About Nuclear Weapons*. New York: Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company, 2013, p. 87-103.

Xinhua News. « Purchase of Diaoyu Islands could cost Japan », consulté le 1 mai 2014, http://news.xinhuanet.com/english/indepth/2012-09/13/c_131849093.htm.

Xinhua News. « Good move on Diaoyu Islands », consulté le 1 mai 2014, http://news.xinhuanet.com/english/indepth/2012-10/26/c_131932004.htm.

Yahuda, Michael. « The Limits of Economic Interdependence: Sino-Japanese Relations », extrait de *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, sous la direction de A.I. Johnston et R.S. Ross, Stanford: Stanford University Press, 2006, p. 162-185.

Yahuda, Michael. « Sino-Japanese relations: partners and rivals? », extrait de *The Korean Journal of Defense Analysis* vol. 21, no. 4 (décembre 2009), p. 365-379.

Zicheng, Ye. *Inside China's Grand Strategy : The Perspective from the people's Republic*, édité et traduit par Steven I. Levine, Lexington: The University Press of Kentucky, 2011.